



OBSERVATOIRE électoral 2022 de l'Amérique latine

LE RETOUR DE LULA DANS UN BRÉSIL À GENOUX

Giancarlo Summa / Journaliste et spécialiste de
communication politique

Avril 2022



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Giancarlo Summa / Journaliste et spécialiste de communication politique

Journaliste et spécialiste de communication politique, Giancarlo Summa suit la vie politique brésilienne depuis plus de 30 ans. En 2002 et 2006, il a travaillé dans l'équipe de communication des campagnes électorales de Lula. Il est l'auteur, entre autres ouvrages, de *Le rôle politique de la presse au Brésil de l'élection à la réélection de Lula* (La Documentation française, Paris, 2009). Il est actuellement Visiting Fellow au département de Médias et communication de la London School of Economics and Political Science et collaborateur de l'Institut des Hautes études de l'Amérique latine à l'Université Paris III - Sorbonne Nouvelle.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'année électorale et politique latino-américaine en 2022 s'inscrit dans un contexte régional et international singulièrement complexe, instable et imprévisible : guerre en Ukraine et ses multiples conséquences, effets de long terme et conjugués de la crise financière internationale de 2008 et de la pandémie de Covid-19.

L'IRIS a dans ce contexte décidé de lancer l'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine, en partenariat avec plusieurs think tanks et centres de recherche en relations internationales des États-Unis et d'Amérique latine. Il a pour ambition de constituer une plateforme visible et de référence sur les événements politiques et électoraux en cours en Amérique latine.

L'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine s'inscrit dans le cadre du Programme Amérique latine/Caraïbe de l'IRIS, dirigé par **Christophe Ventura**, directeur de recherche à l'IRIS.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Ce programme s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

L'histoire récente du Brésil est bien résumée par trois « Unes » de l'hebdomadaire anglais *The Economist*, trois variations autour d'un des symboles du pays, la statue du Christ rédempteur, construite dans les années 1920 sur les collines surplombant Rio de Janeiro. Dans la première, publiée en 2009, on voit le Christ, transformé en fusée, se propulser dans les cieux, sous le titre « Brazil takes off », « Le Brésil décolle ». Dans la deuxième « Une », en 2013, la statue-fusée effectue un vol en piqué, apparemment hors de contrôle, et le magazine s'interroge : « Has Brazil blown it? », « Le Brésil s'est-il planté ? » La troisième couverture apparaît en juin 2021. Le Christ rédempteur est immobile, peut-être dans le coma, avec un masque relié à une bouteille d'oxygène, une référence directe à la gestion désastreuse de la pandémie de Covid-19 dans le pays. Le diagnostic est sans ambiguïté : « Brazil's dismal decade », « La décennie noire du Brésil ».

LULA, LE CANDIDAT À BATTRE

Tout a mal tourné, très mal tourné, au cours des dix dernières années. Le Brésil se demande aujourd'hui comment renverser la donne. À moins de sept mois des élections présidentielles d'octobre 2022, tous les sondages indiquent que la majorité de la population est encline à confier la tâche de remettre le pays sur les rails à Luiz Inácio Lula da Silva, le président qui a dirigé le pays dans ce qui, rétrospectivement, semble aujourd'hui un âge d'or, entre 2003 et 2010. Condamné sans preuve ou avec des indices manipulés dans 19 procès différents pour corruption, soumis à une persécution judiciaire impitoyable - qui sera d'ailleurs jugée dans les prochains mois par le Comité des droits de l'homme des Nations unies -, emprisonné pendant 17 mois et finalement exonéré par le Tribunal suprême fédéral (STF), Lula apparaît une fois de plus comme le candidat à battre.

L'ancien dirigeant syndical des métallurgistes de la ceinture industrielle de São Paulo, fondateur charismatique de la Centrale des travailleurs (CUT) et du Parti des travailleurs (PT), a été élu président pour la première fois en 2002, à sa quatrième candidature, puis réélu en 2006. Au cours de ses huit années de présidence, Lula a réussi, en apparence, à résoudre la quadrature du cercle : croissance économique et dépenses sociales, politique monétaire austère et augmentation des investissements publics dans les secteurs clés de l'économie, profitant de l'explosion des prix des matières premières et des exportations vers la Chine. La découverte d'énormes gisements de pétrole en eaux profondes par Petrobras, le géant public des hydrocarbures, affirme le Brésil comme puissance énergétique. Le programme « Bolsa Família » (Bourse Famille) - une allocation mensuelle en espèces versée à des millions de familles pauvres en échange de certaines contreparties, dont la première est que les enfants

de moins de 16 ans soient vaccinés et scolarisés - a permis à 40 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté. L'augmentation du salaire minimum imposée par le gouvernement en a transformé des dizaines de millions d'autres en consommateurs, faisant décoller le marché intérieur, les investissements internationaux et les bénéfices des banques et des entreprises, comme le célèbre alors l'article de *The Economist* qui accompagne la première des « Unes ».

LULA : DES CHANGEMENTS, MAIS PAS DE RÉFORMES DES STRUCTURES

Pourtant, le gouvernement Lula n'a pas promu de véritable réforme des structures de pouvoir du pays, alors même qu'il avait les conditions politiques pour le faire, surtout au cours de son second mandat. La vie des plus pauvres s'est considérablement améliorée, mais les inégalités sociales sont restées intactes. Selon l'économiste français Thomas Piketty, auteur de *Capital et idéologie*, le Brésil a maintenu des niveaux de concentration des richesses équivalents à ceux de l'Europe de la fin du XIX^e siècle : les 50 % les plus pauvres contrôlent entre 2 et 3 % des actifs du pays, tandis que les 10 % les plus riches en tiennent entre 70 à 80 %. Le système fiscal était, et reste toujours, extrêmement généreux pour les milliardaires et les entreprises (en témoigne, par exemple, l'exonération d'impôts sur les dividendes). Il pèse sur la classe moyenne et les plus pauvres, qui paient des impôts directs et indirects élevés (les prélèvements fiscaux au Brésil équivalent à 32 % du PIB, bien plus élevés que la dans la majorité des pays émergents) et reçoivent en retour des services de mauvaise qualité, à commencer par l'éducation publique.

La réforme politique est restée dans le tiroir, permettant la prolifération d'une myriade de formations politiques parfois minuscules, disposant d'une représentation parlementaire, qui négocie sans relâche leur soutien au gouvernement en place en échange de postes et d'amendements budgétaires pour favoriser leur clientèle locale. Aucune mesure n'a été prise pour accroître le pluralisme des médias de masse et réduire l'influence des quelques grands groupes de communication privés qui ont un quasi-monopole de l'audience - La *Rede Globo* en tête. Et rien n'a été fait pour punir les responsables des crimes de la dictature militaire (1964-1985) et pour démocratiser les forces armées, qui ont continué à s'enorgueillir de leurs actions criminelles dans les années de plomb au nom de la lutte contre le « danger communiste ».

Certes, le gouvernement Lula a introduit des quotas pour l'accès à l'université, donnant pour la première fois à des millions de jeunes Noirs et mulâtres, et donc presque inévitablement

pauvres, la possibilité d'étudier. Le travail des employées domestiques a été réglementé, ce qui permet de leur fournir une assistance sociale et des salaires plus élevés, suscitant une réaction furieuse de la part des classes aisées, mais aussi d'une partie de la classe moyenne. Mais d'autres revendications historiques de la gauche brésilienne ont été oubliées ou édulcorées. La lutte pour la terre en est l'exemple emblématique. Le gouvernement Lula a garanti un financement important à la petite agriculture familiale, mais il a également apporté un grand soutien à l'agrobusiness. La réforme agraire est restée une promesse, le nombre de titres de propriété transférés aux travailleurs sans terre n'ayant que légèrement augmenté par rapport au gouvernement précédent du président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso (1995-2002).

En outre, la base de la politique macroéconomique des deux mandats de Lula est restée essentiellement la même que celle du gouvernement Cardoso, obéissant au fameux « trépied » : taux de change flottant (sans intervention de la Banque centrale pour contrôler la valeur de la monnaie par rapport au dollar), excédent budgétaire primaire (c'est-à-dire des dépenses de l'État inférieures aux recettes fiscales, de manière à garantir le paiement de la dette publique) et objectif d'inflation (taux d'intérêt utilisé comme frein à la hausse des prix, garantissant d'énormes bénéfices aux détenteurs de bons du Trésor). Pour diriger la Banque centrale, Lula a nommé un banquier aux références néolibérales impeccables et une longue carrière aux États-Unis, Henrique Meirelles, et l'a gardé pendant huit ans. Juste avant de rejoindre l'équipe économique de Lula, Meirelles avait d'ailleurs été élu à l'Assemblée nationale sous la bannière du PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), le parti de Cardoso.

DU RÉFORMISME DE CONCILIATION À LA CRISE DÉMOCRATIQUE

D'un point de vue politique, les deux mandats de Lula ont profondément modifié la base sociale de l'électorat. Un premier moment de rupture a été le scandale du « *mensalão* » en 2005, lorsqu'il est apparu que le PT avait reçu des fonds illégaux pour la campagne électorale de 2002, qui ont ensuite été partiellement redistribués aux partis alliés. Cette pratique, illégale, mais néanmoins courante et traditionnellement tolérée, a durablement brisé l'image construite au fil des ans du PT comme formation aux mains propres récusant les pratiques clientélistes de la « vieille politique » brésilienne. Depuis les élections présidentielles de 2006, le PT a progressivement perdu le soutien de la classe moyenne, des étudiants et de la base ouvrière traditionnelle, tandis qu'il séduisait de plus en plus les électeurs les plus pauvres,

dans les zones les plus défavorisées du pays, celles qui ont le plus bénéficié des politiques sociales du gouvernement.

C'est ce glissement de l'électorat que le politologue brésilien André Singer (qui fut responsable de la communication de la présidence lors du premier mandat de Lula) a baptisé le *lulisme*. Le soutien à Lula ne repose plus, comme à la fin des années 1980, sur un désir de rupture ou de changement profond, mais plutôt sur les attentes à l'égard d'un État suffisamment fort pour améliorer les conditions de vie de la population, notamment des couches les plus pauvres, sans aucune forme de radicalisation politique ou de mobilisation populaire permanente susceptible de menacer l'ordre et le *statu quo*. Tout le contraire de la voie suivie dans le Venezuela voisin d'Hugo Chávez ou, partiellement, dans l'Argentine de Nestor Kirchner. Le *lulisme* apparaît donc comme une forme de réformisme faible et de conciliation permanente avec les puissances fortes traditionnelles. En choisissant de mettre toutes ses cartes sur l'activité gouvernementale et la conciliation politique, le PT s'est transformé en un parti d'élus, s'éloignant progressivement des mouvements de protestation et des jeunes. Un parti de gouvernement, plus un parti de lutte.

Rien de tout cela ne semblait avoir d'importance lorsque Lula achevait son second mandat dans des conditions qui auraient fait l'envie de n'importe quel dirigeant mondial. Avec une popularité de plus de 80 %, un PIB en hausse de 7,5 % en 2010, le président sortant avait même imposé Dilma Rousseff, une technocrate encore inconnue du grand public quelques mois auparavant, pour en faire la première femme élue à la tête du pays.

Dans les années qui ont suivi, cependant, tous les nœuds se sont inexorablement resserrés. Sans le charisme de Lula et ses extraordinaires talents de médiateur, le gouvernement de Dilma Rousseff a vacillé dès les premiers jours, s'isolant de plus en plus de sa base sociale - à la fois la gauche traditionnelle et la classe défavorisée *luliste*. En outre, la cheffe d'État n'a jamais manifesté un vrai intérêt pour la politique étrangère, l'un des points forts des gouvernements de Lula, lorsque le Brésil est devenu un protagoniste sur la scène mondiale et un leader des BRICS, le bloc économique et politique du Sud, avec la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le ministre des Affaires étrangères de Lula, Celso Amorim, et le conseiller diplomatique du président, Marco Aurélio Garcia, figures clés de l'ambitieuse politique étrangère du Brésil entre 2003 et 2010, voient leur influence fortement réduite dans son gouvernement.

Le premier grand choc pour la présidente Dilma Rousseff et le PT a eu lieu en juin 2013, lorsque d'énormes manifestations ont éclaté dans les rues de São Paulo, de Rio de Janeiro, puis dans toutes les grandes villes brésiliennes. Des millions de jeunes ont protesté contre la hausse des

prix des transports publics, mais les revendications sous-jacentes étaient celles d'un État plus efficace et plus présent, offrant aux citoyens une éducation, une santé et des transports de qualité. « *Nous voulons des services aux normes de la FIFA* », clament alors les manifestants, en référence à la Coupe du monde de football qui se tiendra au Brésil l'année suivante.

Obtenir que le Brésil accueille la Coupe du monde en 2014, et dans la foulée, les Jeux olympiques à Rio de Janeiro en 2016 faisait d'ailleurs partie de ces triomphes de la politique de « *nation branding* », la construction d'une image de marque menée par Lula, lorsque le Brésil semblait propulsé dans les cieux. Mais les symboles et les promesses ne suffisent plus. La réponse de Dilma Rousseff et du PT aux manifestations a été bureaucratique : de vagues promesses, sans écoute réelle ni changement de cap. Les manifestations ont repris, mais il était clair que le vent tournait. Avec la fin du boom des exportations de matières premières, qui avait permis l'expansion de la consommation populaire et des investissements publics sans toucher aux intérêts de l'élite économique, le moment était venu de choisir qui devait payer la facture.

Les élections de 2014 ont été très difficiles. De nombreux membres du PT avaient insisté auprès de Lula pour qu'il se présente à la place de Dilma Rousseff, qu'ils considéraient comme inapte à un second mandat. Lula, craignant peut-être de n'être pas encore guéri de son cancer du larynx diagnostiqué en 2011, ou pour d'autres raisons qui n'ont jamais été éclaircies, préférait que Dilma Rousseff se représente. Elle a été réélue à l'issue d'une campagne âpre et difficile, battant de justesse (51,6 % des voix) le candidat du PSDB, Aécio Neves.

Son second mandat a commencé de manière désastreuse. Immédiatement après sa victoire, elle a limogé le ministre de l'Économie Guido Mantega, un économiste du PT, et l'a remplacé par un banquier conservateur et techniquement médiocre, Joaquim Levy, proche des marchés financiers. Elle a ainsi lancé une stratégie économique très récessive dans l'espoir - totalement vain - de réduire la résistance croissante des grandes entreprises et des marchés financiers, soutenus par *Rede Globo* et les quelques autres groupes de médias influents du pays.

Les résultats ont été les pires possibles : une forte hausse du chômage, une réduction des investissements publics et des programmes de protection sociale, une hausse des taux d'intérêt, une baisse du PIB (-3,5% en 2015 par rapport à 2014). Un véritable « *austéricide* », selon le néologisme amer de l'économiste Pedro Paulo Zabluth Bastos. Mais si la base sociale et électorale du PT s'est sentie à juste titre trahie par les véritables détenteurs du pouvoir et les partis d'opposition, le changement de cap de Dilma Rousseff n'a pas non plus suffi à amadouer les plus favorisés. Réalisant la fragilité politique croissante du gouvernement, Aécio

Neves et ses alliés ont commencé à jeter les bases du coup d'État parlementaire qui aura lieu en avril 2016, sans aucune résistance populaire.

La raison invoquée pour la destitution de la présidente était une manipulation comptable mineure, appelée « pédalage budgétaire », qui aurait permis à Dilma Rousseff de masquer la réalité du déficit budgétaire du pays, aidant à sa réélection en 2014. C'est un prétexte dérisoire, car cette manœuvre a été utilisée à plusieurs reprises par ses prédécesseurs et ses successeurs, sans jamais faire broncher ni les parlementaires ni la Cour des comptes. Lorsque, la nuit du 12 mai 2016, Dilma Rousseff quitte le *Palácio do Planalto*, le palais présidentiel conçu par Oscar Niemeyer à Brasilia, les mesures de sécurité sont impressionnantes, mais il n'y a pratiquement aucun manifestant protestant contre le coup d'État en cours. Les membres de l'équipe présidentielle vident leurs tiroirs et s'embrassent, les yeux pleins de larmes. Chacun rentre chez soi en silence.

L'un des artisans du coup d'État parlementaire devient le nouveau président, et il ne s'agit pas de n'importe qui : Michel Temer, le vice-président de Rousseff. C'est Lula qui, depuis 2010, le voulait à ce poste, dans l'espoir – démenti par les faits – d'accroître la base parlementaire du gouvernement. Au ministère de l'Économie, Temer a appelé Meirelles, le président de la Banque centrale pendant les années Lula. Le nouveau ministre a préparé et fait approuver une modification de la Constitution limitant la croissance des dépenses jusqu'en 2036, rendant impossible la réalisation d'investissements publics importants.

L'administration Obama a donné des signes clairs qu'elle voyait d'un bon œil l'éviction de Dilma Rousseff. Juste après que la chambre basse a voté sa destitution, le chef de la commission des relations étrangères du Sénat brésilien, le sénateur Aloysio Nunes (du parti PSDB) s'est rendu à Washington pour discuter des « questions liées au processus de destitution » avec les autorités, dont le troisième responsable du Département d'État, Thomas Shannon, qui avait été ambassadeur au Brésil et y avait de nombreux contacts de haut niveau.

Un geste diplomatique encore plus évident a eu lieu quelques semaines plus tard, le 5 août 2016, lorsque le secrétaire d'État John Kerry a tenu une conférence de presse conjointe à Brasilia avec José Serra (également du parti PSDB), le ministre des Affaires étrangères par intérim du Brésil dans la nouvelle administration Temer. C'était, selon Kerry, « la première étape d'une nouvelle phase dans les relations entre le Brésil et les États-Unis ». Comme le Sénat brésilien n'avait pas encore tenu le vote final sur la destitution de Dilma Rousseff (comme aux États-Unis, la chambre basse vote pour la destitution, et le Sénat juge le président), John Kerry indiquait clairement ainsi le choix de Washington.

Personne, à l'époque, n'imaginait que le coup d'État parlementaire et la persécution judiciaire qui a suivi contre Lula déboucheraient sur l'élection de Bolsonaro. Mais les raisons du désamour entre les administrations américaines de tous bords et le leader du PT étaient claires. La politique étrangère « active et fière » promue par Lula (et menée par Celso Amorim et Marco Aurélio Garcia) avait été en conflit avec la Maison-Blanche à plus d'une occasion.

En 2005, avec George W. Bush pour président des États-Unis, la position du Brésil a été fondamentale pour faire échouer la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) soutenue par ces derniers, un accord proposé pour éliminer ou réduire les barrières commerciales entre tous les pays de l'hémisphère, à l'exception de Cuba. En 2010, le Brésil s'est associé à la Turquie pour organiser un échange de combustible nucléaire qui aurait pu aider à résoudre l'impasse nucléaire des États-Unis avec l'Iran. Bien qu'Obama ait en fait demandé à Lula d'aider à négocier l'accord et que le gouvernement brésilien ait informé les Nations unies à l'avance des négociations, lorsque l'accord a été conclu, la Secrétaire d'État Hillary Clinton l'a critiqué, déclarant que cette approche rendait le monde « *plus dangereux, pas moins* », et précisant que les États-Unis avaient fait part de leurs « *sérieux désaccords* » à Lula.

Les relations entre les deux plus grands pays de l'hémisphère occidental ne se sont pas améliorées quand, en 2013, le lanceur d'alerte Edward Snowden a révélé que la National Security Agency avait espionné Petrobras, et même les communications personnelles de Dilma Rousseff, qui a demandé en vain des excuses à l'administration Obama. Dans son autobiographie publiée en 2020, ce dernier escamote cet épisode embarrassant et n'a consacré que quelques lignes à l'« *ancien leader syndical engageant* » Lula, ironisant sur les supposées pratiques clientélistes au sein de son parti.

L'AFFAIRE « LAVA JATO » ET LA TRAQUE JUDICIAIRE

Pendant ce temps, une autre tempête se préparait. Début 2014, un groupe de magistrats de Curitiba, une ville du sud du Brésil, avait commencé à enquêter sur un mécanisme de blanchiment d'argent qui utilisait comme façade une station de lavage de voitures à Brasilia (d'où le nom de « *Lava Jato* », littéralement « *kärcher* », donné à l'enquête). Progressivement, l'investigation s'est étendue aux allégations de corruption au sein de Petrobras, où des dirigeants clés auraient accepté des dessous de table en échange de l'attribution de contrats à des entreprises de construction à des prix excessifs. Grâce à la couverture médiatique, le juge chargé de l'enquête, Sergio Moro, et le groupe de procureurs de Curitiba sont devenus

des héros populaires. Rede Globo et les autres médias de masse ont couvert quotidiennement les « révélations » sur l'enquête filtrées aux journalistes amis. Les mandats d'arrêt ont commencé à affluer, les personnes appréhendées jetées en pâture aux caméras, menottes aux poings, alors que la détention préventive était utilisée pour convaincre les témoins récalcitrants de collaborer aux enquêtes.

Comme l'a montré une enquête journalistique menée par The Intercept, les procureurs de l'équipe Lava Jato ont eu des réunions et des accords secrets avec des fonctionnaires du Département de la Justice des États-Unis, sans en informer le gouvernement brésilien, alors que Dilma Rousseff était en fonction. Avec l'approbation des procureurs brésiliens, les États-Unis ont négocié des accords avec certains témoins dans le cadre des enquêtes sur Petrobras sans suivre les procédures déterminées par le Traité bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale de 2001, ce qui aurait donné au Brésil un plus grand contrôle global sur le processus. En juin 2021, un groupe de 23 démocrates de la Chambre a envoyé une lettre au procureur général Merrick Garland avec une liste de questions et a exprimé son inquiétude quant au rôle des États-Unis dans les poursuites de l'enquête Lava Jato qui étaient alors « *perçues par beaucoup au Brésil comme une menace pour la démocratie et l'état de droit* ».

Au-delà de Petrobras, Odebrecht, la plus grande entreprise de construction du Brésil, était aussi dans le collimateur. Au fil des ans, le géant du BTP avait multiplié ses opérations dans le pays, mais aussi en Amérique latine et en Afrique, ouvrant souvent la voie à l'aide de pots-de-vin. Il est vite apparu que pour le juge Moro et les procureurs, l'objectif principal n'était pas de lutter contre la corruption, mais de faire accuser l'ancien président Lula à tout prix, et de prouver que le PT était au centre du « *plus grand scandale de corruption de l'histoire du pays* ». Cette hypothèse est difficile à prouver. Il est vrai que sous les gouvernements de Lula et Rousseff, entre 2003 et 2014, Odebrecht avait multiplié son chiffre d'affaires par six, pour atteindre 46,5 milliards de dollars. Mais l'entreprise avait entretenu des liens étroits avec tous les gouvernements brésiliens depuis l'époque de la dictature militaire, finançant les campagnes électorales de politiciens de tous les partis.

La chasse à Lula se transforme en massacre judiciaire et médiatique. L'ex-président est condamné à plusieurs reprises, y compris pour des accusations absurdes. Par exemple, Moro lui a infligé 12 ans de prison, l'accusant d'avoir, en facilitant des contrats entre Petrobras et OAS, une autre entreprise du secteur du bâtiment, reçu un appartement en contrepartie. En réalité, ce dernier n'a jamais appartenu à Lula, et il n'y a d'ailleurs jamais vécu. Toujours par ordre du juge Moro, Lula a été arrêté le 7 avril 2018, six mois avant les élections présidentielles, pour lesquelles il caracolait en tête des sondages. Une décision purement

politique, ouvrant la voie à l'élection d'un *outsider* imprévisible, l'ancien capitaine de l'armée Jair Bolsonaro. Ce dernier obtient au second tour 58 millions de voix (55% des suffrages) contre le candidat improvisé du PT, l'ancien maire de São Paulo Fernando Haddad, qui rassemble 47 millions de voix (45%), soit 7,5 millions de voix de moins que Rousseff en 2014. Des millions d'anciens électeurs *lulistes* ont tourné le dos au PT. Le juge Moro abandonne sa robe et devient ministre de la Justice dans le gouvernement Bolsonaro, une récompense pour ses services.

L'ÉLECTION DE JAIR BOLSONARO, NOUVEAU CHAPITRE DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE

La campagne électorale de Bolsonaro est directement inspirée par Steve Bannon, le stratège de Donald Trump, avec un recours massif à la désinformation et aux *fake news* sur les réseaux sociaux. Une fois au gouvernement, l'ex-capitaine devient tristement célèbre dans le monde entier pour ses attaques furibondes contre l'omniprésent « *danger communiste* », les féministes, les gays, les noirs, les écologistes et les peuples indigènes, mais aussi pour ses liens (personnels et à travers ses fils) avec les milices paramilitaires de Rio de Janeiro, l'exaltation de la dictature militaire et de la torture, l'apologie de la violence et des armes et la relation étroite avec les églises évangéliques fondamentalistes.

Le gouvernement de Bolsonaro se caractérise, dès le premier jour par une présence et une influence des militaires sans précédent dans les temps démocratiques. Le vice-président, Hamilton Mourão, est un général de l'armée à la retraite, et plus de 6000 officiers occupent des postes à tous les niveaux, y compris ministériels. Alors que plane derrière l'ex-capitaine l'ombre de la dictature, Bolsonaro a, à plusieurs reprises, ouvertement menacé de perpétrer un coup d'État et n'a cessé d'attaquer la Cour suprême, l'une des rares institutions à lui avoir résisté, du moins en partie. Par exemple, après une décision de la Cour suprême à l'encontre de l'un de ses alliés, le 7 septembre 2021 - le jour de l'indépendance du Brésil - Bolsonaro a tenté de l'intimider devant des milliers de partisans réunis à Brasilia : « *Soit le chef de ce pouvoir la met sous contrôle, soit ce pouvoir peut subir ce que nous ne voulons pas* ». Il a ensuite fait marche arrière, assurant qu'il avait été mal compris.

Dès le début du mandat, des images marquent les esprits : les 39 kilos de cocaïne trouvés à bord de l'avion présidentiel lors d'un voyage officiel en Espagne, des épisodes de corruption, petits et grands, ou encore des *selfies* avec des dirigeants néofascistes et autoritaires du monde entier : Trump aux États-Unis, Marine Le Pen en France, Matteo Salvini en Italie, Viktor

Orbán en Hongrie, Benjamin Netanyahu en Israël, et aussi Vladimir Poutine, juste avant l'invasion russe de l'Ukraine. La diplomatie brésilienne se met au service des attaques contre le système des droits de l'homme de l'ONU, alors que la déforestation de l'Amazonie explose et que Bolsonaro refuse de se rendre à la COP 26, la réunion sur le climat tenue à Glasgow fin octobre 2021. Le grotesque n'est jamais loin. Sous l'approbation délirante de ses partisans, Bolsonaro a utilisé les médias sociaux pour qualifier la militante écologiste Greta Thunberg de « *sale gosse* », pour accuser l'acteur Leonardo DiCaprio de « *donner de l'argent [aux ONG] pour mettre le feu à l'Amazonie* » et pour se moquer du physique de la première dame française Brigitte Macron.

Mais il ne s'agit pas seulement de la rhétorique de Bolsonaro. Son gouvernement a approfondi le modèle économique néolibéral et réduit sans discernement toutes les dépenses publiques, d'éducation, de recherche, et de santé. La gestion de la pandémie de COVID-19 a été catastrophique. Allant même plus loin que le négationnisme de Trump, Bolsonaro a fait obstacle à tout type de confinement et à l'utilisation de masques ; il a retardé le début des campagnes de vaccination et a fait la propagande de l'utilisation de la chloroquine et de divers types de thérapies alternatives sans fondement scientifique.

En conséquence, le Brésil est le pays qui compte le deuxième plus grand nombre de victimes, après les États-Unis : 660 000 décès enregistrés jusqu'à la fin du mois de mars 2022. Une Commission d'enquête parlementaire (CPI) a demandé l'inculpation de Bolsonaro et de 77 autres personnes pour leur gestion de la pandémie. Certains sénateurs avaient même proposé de mettre en accusation Bolsonaro pour génocide et crimes contre l'humanité, mais la version finale du rapport de la CPI a ignoré cette proposition. Il est quoi qu'il en soit très improbable que le procureur général Augusto Aras, un fidèle du président, donne suite aux accusations. D'autant que Bolsonaro peut encore compter sur le soutien de la majorité du Congrès, et notamment d'Artur Lira, qui, à la tête de la Chambre des députés, a jusqu'à présent rejeté ou ignoré 140 demandes d'impeachment à l'encontre de Bolsonaro.

LA CRISE SANITAIRE EXACERBE LES CRISES ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE

L'impact du COVID-19 a aggravé une situation économique déjà dramatique, notamment dans les *favelas* des grandes villes, où près de la moitié des habitants ont perdu leur emploi. Les chômeurs, travailleurs occasionnels et ceux qui ont cessé de chercher du travail représentent désormais 27 millions de personnes, soit près d'un tiers des 90 millions de personnes

économiquement actives – sur une population totale de 213 millions d'habitants. A ces exclus de l'emploi, il faut ajouter quelque 36 millions de travailleurs informels, mal payés et sans aucune protection sociale.

La pauvreté a explosé, et la faim est redevenue un problème de masse, alors que l'inflation accumulée sur 12 mois a dépassé 10,5 % en mars 2022. Entre 2019 et 2021, le pourcentage de personnes pauvres a augmenté de 17 % pour atteindre 29,5 % de la population. En 2014, le Brésil avait disparu de la carte de la faim dans le monde élaborée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il y est revenu : selon un rapport du Réseau brésilien de recherche sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles (Rede PENSSAN), 43,4 millions de Brésiliens ne peuvent acheter suffisamment de nourriture ; parmi eux, 19 millions souffrent tous les jours de la faim. On a vu ressurgir des images qui semblaient reléguées aux oubliettes : des personnes âgées et des enfants fouillant dans les restes des supermarchés, des femmes faisant la queue pour acheter des morceaux d'os et de cartilage à cuisiner. Dans le pays qui, avec 10,5 millions de tonnes de viande bovine par an, est le deuxième producteur mondial (et le premier exportateur mondial), la viande est devenue un luxe inaccessible pour une grande partie de la population. Le riz et les haricots, aliments de base, sont devenus très chers : leurs prix connaissant des envolées de respectivement 60 et 75 % depuis le début de la pandémie.

Le Brésil est le huitième producteur mondial de pétrole (2,8 millions de barils par jour), mais depuis le gouvernement Temer, les prix pour la consommation intérieure sont liés aux prix internationaux en dollars. La monnaie nationale, le *real*, a perdu 49 % de sa valeur entre janvier 2019 et novembre 2021, avant de remonter un peu. Le taux d'intérêt de base est remonté à 11,75%, faisant exploser la dette publique, pour le plus grand bonheur des détenteurs de bons, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Parallèlement, les prix du carburant et du gaz de cuisine se sont envolés : en une bouteille de 13 kilos coûte plus de 115 réais (22 €), soit plus de 10 % du salaire minimum, et des millions de familles sont désormais contraintes de cuisiner en brûlant du bois et du carton.

Pour les actionnaires de Petrobras, c'est une bonne nouvelle : le 29 octobre 2021, la société a annoncé le versement d'un dividende supplémentaire de 4,9 milliards d'euros. Ce même jour, la prestation « Bolsa Família », le programme vedette de l'ère Lula, a effectué son dernier versement. Elle a été supprimée par le gouvernement Bolsonaro, et remplacée par un nouvel instrument, l'« Auxílio Brasil », dont le montant, autour de 400 R\$ par famille (environ 77 euros), est largement insuffisant pour compenser la forte augmentation du coût de la vie.

Ceux qui le peuvent quittent le pays. Entre 2012 et 2020, le nombre de Brésiliens vivant à l'étranger a bondi de 1 898 762 à 4 215 800, une augmentation de 122%.

LES ENJEUX DES ÉLECTIONS 2022

Dans cette situation, Lula est devenu, une fois de plus, le favori pour les élections présidentielles d'octobre 2022. L'ancien président a retrouvé ses droits politiques après que, entre août et septembre 2021, la Cour suprême a annulé tous les procès dans lesquels il avait été condamné, en raison des innombrables irrégularités commises par le juge Moro et les procureurs qui lui étaient liés. Depuis lors, tous les sondages confirment que Lula l'emporterait contre Bolsonaro, ou tout autre candidat parmi ceux qui se sont présentés jusqu'à présent - y compris l'ancien juge Moro, qui a quitté le gouvernement Bolsonaro en avril 2020 et a annoncé sa candidature en novembre 2021.

Début 2022, certains sondages faisaient même miroiter à Lula la possibilité d'une victoire au premier tour avec plus de 50% des votes valides. Cette situation a placé les détenteurs traditionnels du pouvoir au Brésil - les élites économiques et financières, ainsi que Rede Globo et la plupart des médias traditionnels - face à un dilemme. Devaient-ils insister pour trouver un candidat centriste qui puisse débarrasser le pays de l'intolérable Bolsonaro sans ramener Lula au pouvoir ? Ou, considérant Lula comme incontournable, était-il préférable de le soutenir, mais sous condition, et en imposant de limiter l'influence du PT dans l'éventuelle future administration ? Car avec toutes ses limites et ses problèmes, le PT représente toujours la force la plus importante de la gauche brésilienne. Il reste le parti le plus étroitement lié aux mouvements sociaux et aux syndicats. Depuis, la perspective d'un candidat de « troisième voix » a fait long feu. L'élection se profile clairement comme un duel Lula – Bolsonaro, contraignant l'essentiel des élites à tenter de négocier avec l'ex-leader syndicaliste.

Dans le même temps, Bolsonaro conserve un noyau dur d'environ 28-30%. Un chiffre impressionnant, au vu des résultats catastrophiques de son gouvernement, qui permet de faire un parallèle avec la popularité persistante de Trump aux États-Unis. Il s'agit d'un soutien idéologique, un segment de l'électorat convaincu d'être conservateur, quand il n'est pas d'extrême droite ou ouvertement néofasciste, qui ignore la réalité pour s'enfermer dans le confort des *fake news* diffusées sur les groupes fermés de WhatsApp et Telegram et les réseaux sociaux ouverts (Bolsonaro accumule 20 millions de *followers* entre Facebook, Twitter et YouTube), dans les églises pentecôtistes et sur les télévisions amies. Selon les sondages, le

soutien à Bolsonaro reste élevé parmi les hommes, principalement blancs et originaires du sud du Brésil, les hommes d'affaires, et les fidèles des églises.

Tout comme le *trumpisme* perdure aux États-Unis après l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, le *bolsonarisme* semble destiné à devenir un élément durable du paysage politique brésilien, indépendamment du sort du président sortant. Avec une popularité et une crédibilité en chute libre, les menaces putschistes de Bolsonaro sont des rodomontades. Les commandants militaires ne semblent pas du tout enclins à se lancer dans l'aventure impossible d'un coup d'État à l'ancienne avec des chars dans les rues. Il est plus probable qu'ils négocient avec le prochain gouvernement les conditions pour maintenir certains des privilèges accumulés avec Bolsonaro, et des garanties d'impunité pour leurs responsabilités dans la gestion de la pandémie de Covid-19 (le général de l'armée Eduardo Pazuello a été ministre de la Santé de mai 2020 à mars 2021, le pic de l'urgence sanitaire).

Le choix de Lula, du moins pour l'instant, est d'éviter toute polarisation idéologique et de rappeler à tous le bon vieux temps de son gouvernement, quand l'économie était en croissance, le Brésil respecté dans le monde et que même les pauvres pouvaient se permettre de manger du filet de bœuf le dimanche, une des métaphores préférées de Lula. Pour résoudre les problèmes du Brésil, répète l'ancien président dans ses meetings, il suffirait de « mettre les pauvres dans le budget du gouvernement et les riches dans la déclaration de revenus ». Comme en 2002, lorsqu'il a tout fait pour se débarrasser de l'image de radicalité qui lui avait nui lors des précédentes élections, l'ancien syndicaliste tente aujourd'hui de construire un arc d'alliances aussi large que possible et de renouer avec les secteurs politiques et économiques qui ont contribué à sa descente aux enfers carcérale et au coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff.

C'est au nom de cette stratégie que Lula devrait se présenter avec, à ses côtés comme candidat à la vice-présidence, un de ses adversaires historiques, l'ancien gouverneur de l'État de São Paulo, Geraldo Alckmin. Il s'agit d'un des principaux cadres qui subsistaient encore au sein du PSDB de Cardoso –qu'il a quitté en décembre 2021 après 33 ans de militance, pour adhérer au PSB (Parti socialiste brésilien), une formation politique qui, malgré son nom, n'est rien d'autre qu'un parti omnibus sans aucune idéologie de référence. Alckmin a été deux fois candidat aux élections présidentielles : il a perdu au second tour contre Lula en 2006 et a été éliminé de façon humiliante en 2018, en arrivant en quatrième position avec 5% des suffrages.

Cet accord, très mal vécu par une partie de la gauche brésilienne, est un signal clair de détente envoyé aux élites du pays. Mais il ne répond pas à une question essentielle : si la politique de conciliation permanente suivie par les gouvernements Lula et Rousseff s'est soldée par un

coup d'État et la prison, pourquoi devrait-il en être autrement à l'avenir ? Après les débâcles de 2016 et 2018, il n'y a pas eu de véritable discussion interne au PT, et encore moins d'autocritique par rapport à l'expérience gouvernementale qui s'est terminée si brutalement. Dans une interview accordée fin octobre 2021, la présidente du PT, Gleisi Hoffmann, a même exclu cette possibilité : « *Un parti politique ne fait pas d'autocritique. Il fait un bilan politique et corrige le tir. Il n'y a pas besoin d'extérioriser. Il fait ce qui doit être fait* ».

En jetant son dévolu sur Geraldo Alckmin en tant que candidat à la vice-présidence, Lula fait un choix crucial pour l'avenir, d'autant moins bien compris sur sa gauche qu'il n'a pas fait l'objet de débat ou d'explication au sein du PT. S'il est élu, Lula entamera son gouvernement le 1er janvier 2023 à l'âge de 77 ans, et il est difficile d'imaginer qu'il puisse être à nouveau candidat en 2026. Au sein du PT, il n'y a pas d'héritiers naturels. Les cadres fondateurs encore en vie sont tous hors-jeu. Parmi les plus jeunes, les meilleures promesses de la gauche se trouvent dans d'autres partis, comme Guilherme Boulos du PSOL (le parti né d'une scission du PT en 2003) et Manuela d'Ávila du PCdB (Partido Comunista do Brasil). L'ancien maire de São Paulo et candidat battu du PT en 2018, Fernando Haddad, est relativement jeune (58 ans), mais son destin politique dépendra du résultat de sa probable candidature au poste de gouverneur de São Paulo, l'État le plus prospère et le plus influent politiquement du pays. S'il est élu, il pourrait être un candidat solide pour succéder à Lula. Il est assez conservateur sur les questions économiques, ce qui pourrait l'aider à jeter des ponts avec les élites traditionnelles brésiliennes.

Ayant recouvré ses droits politiques, Lula a fait un retour astucieux sur la scène internationale. En novembre 2021, il a été reçu avec les honneurs et un agenda de chef d'État à Bruxelles, en Allemagne, en Espagne et en France. À Paris, il a rencontré le président Emmanuel Macron à l'Élysée, ainsi que le leader de la *France Insoumise*, Jean-Luc Mélenchon, et Anne Hidalgo, la maire de Paris et pré-candidate à la présidentielle pour le Parti socialiste. Cet accueil chaleureux a mis en évidence, une fois de plus, la différence de stature politique et diplomatique entre Lula et Bolsonaro, devenu un paria international.

Lula a enthousiasmé les étudiants de Sciences Po et les députés européens en promettant de reconstruire le Brésil, de lutter contre la faim et la destruction de l'Amazonie. Il a toutefois évité tout discours plus profond sur la façon de guérir la blessure du *bolsonarisme* et de réduire l'énorme déficit social de son pays. « *Je peux aider les pauvres dans le pays. Je peux les aider à travailler, à manger et à aller à l'université* », a-t-il résumé dans une interview. À une autre occasion, lors de sa tournée européenne, Lula a ajouté que trois priorités devaient faire partie de l'agenda progressiste de tout pays : la réduction des inégalités, la question

climatique et la création d'emplois. On ne sait pas exactement comment, ni qui en paiera le prix. Pas un mot, par exemple, sur la réforme fiscale.

Il est trop tôt pour dire si la stratégie prudente de Lula fonctionnera jusqu'aux élections : il reste encore de nombreux mois, et dans la politique brésilienne, c'est une éternité. Début 1994, rappelons-le, Lula était favori dans tous les sondages à sa deuxième candidature présidentielle. Pourtant, en novembre de la même année, Cardoso a été élu dès le premier tour. Pour compliquer encore plus le tableau, il est possible que Bolsonaro refuse d'accepter les résultats issus des urnes et que des milices armées proches de lui tentent d'empêcher la transition, répétant ainsi la dynamique qui a suivi la défaite de Trump aux États-Unis.

Il est certain que le charisme de Lula et son réformisme prudent sans radicalisation politique seront fondamentaux pour décider, une fois de plus, du résultat électoral. S'il gagne, gouverner et reconstruire le Brésil sera, toutefois, un défi beaucoup plus complexe.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.